

**Cahier des clauses
administratives
particulières**

**Marché de travaux :
Réhabilitation du système de
chauffage et de
rafraîchissement du
bâtiment Sûreté
départementale du service
de police rue Bataille à Lyon
8^{ème} (69)**

SGAMI SUD-EST

MI-SGAMI69-DI-2022-005

Sommaire

1. Objet du marché, dispositions générales.....	6
1.1. Objet.....	6
1.2. Intervenants.....	6
1.3. Décomposition du marché.....	7
1.4. Représentation des parties.....	8
1.5. Réalisation de prestations similaires.....	8
1.6. Sous-traitance.....	8
2. Pièces constitutives.....	9
3. Forme des notifications et informations au titulaire.....	11
4. Prix, variation du prix.....	11
4.1. Mode d'établissement du prix.....	11
4.2. Nature du prix.....	11
4.3. Contenu des prix.....	11
4.4. Mois d'établissement des prix.....	12
4.5. Forme et variation du prix.....	12
4.6. Augmentation du montant des travaux.....	13
4.7. Informations complémentaires.....	13
5. Retenue de garantie.....	13
6. Avance.....	14
7. Règlement des comptes.....	15
7.1. Demandes de paiement.....	15
7.1.1. Demande de paiement d'acomptes.....	15
7.1.2. Demande de paiement final	16
7.1.3. Dans le cas d'une réception avec réserve	17

7.1.4 Paiements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct	17
7.2 Intérêts moratoires.....	17
8. Délais - Pénalités et primes.....	18
8.2.Pénalités de retard, absences - Primes d'avance.....	18
8.2.1 Pénalités de retard	18
8.2.4. Prime d'avance	20
8.3. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	20
8.4. Retenues pour remise des documents fournis après exécution.....	20
9. Provenance, vérification, prise en charge et implantation du ou des ouvrages.....	21
9.1. Provenance des matériaux et produits.....	21
9.2. Mise à disposition de lieux d'emprunts.....	21
9.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	21
9.4. Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.....	22
10. Implantation des ouvrages et localisation des réseaux souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens.....	22
10.2. Évolutions éventuelles des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens entre la préparation du projet par le maître d'ouvrage et l'exécution des travaux.....	23
10.3. Dispositions applicables en cas de retard dans l'engagement des travaux imputable au défaut de réponse d'un exploitant d'un réseau sensible pour la sécurité.....	25
10.4. Arrêt du chantier dû à la découverte d'un ouvrage non identifié ou d'une incertitude de localisation ou dû à l'endommagement des ouvrages.....	25
11. Préparation, coordination et exécution des travaux.....	27
11.1. Période de préparation, programme d'exécution des travaux.....	27
11.2. Plans d'exécutions, notes de calculs, études de détails.....	27
11.3. Lutte contre le travail dissimulé.....	28
11.4.2. Laboratoire et bureau de chantier.....	29
11.4.3. Emplacements gratuits pour dépôts provisoires de déblais ou de terre végétale	

11.4.4. Mesures particulières concernant la sécurité et la santé	29
11.4.4.1. Locaux pour le personnel.....	29
11.4.4.2 Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail	30
11.4.5. Registre de chantier	30
11.4.6 - Niveau sonore des travaux	30
11.4.7 - Signalisation des chantiers	30
12. Contrôles et réception des travaux.....	30
12.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	30
12.2. Réception.....	30
12.3. Dispositions particulières.....	31
12.4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	31
12.5. Documents fournis après exécution.....	32
12.6. Délai de garantie.....	33
12.7. Garanties particulières.....	33
12.8. Clause de mise en demeure.....	33
12.9. Clause de force majeure.....	34
13. Dispositions en matière de protection de l'environnement.....	34
13.1. Dispositions générales.....	34
13.2. Mesures relatives à la gestion des déchets de chantier.....	35
13.3. Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution.....	35
14. Dispositions relatives à la discrétion professionnelle et au respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité.....	35
14.2. Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité	35
15. Assurances.....	36
15.1. Assurance de responsabilité.....	36

15.1.1 Assurance de responsabilité civile professionnelle	36
15.1.1.1 Responsabilité civile en cours de travaux.....	37
15.1.1.2. Responsabilité civile après travaux.....	37
15.1.2. Justificatifs d'assurance.....	37
15.1.2.1 Assurance de responsabilité civile décennale	37
15.2. Assurance des travaux.....	38
15.2.1 Assurance tous risques chantier	38
15.2.2 Assurance dommages-ouvrage	38
15.3. Dispositions diverses.....	38
15.3.1 Absence ou insuffisance de garantie du titulaire	38
15.3.2 Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage	38
15.3.3 Sinistres	39
16. Clause de réexamen.....	39
17. Différends et litiges.....	40
18. Résiliation.....	40
18.1. Résiliation pour faute du titulaire.....	40
18.2. Résiliation pour motif d'intérêt général.....	41
18.3. Mesures coercitives.....	41
19. Dérogations au CCAG applicable.....	42
Liste des pièces en annexe.....	44

1. Objet du marché, dispositions générales

1.1. Objet

Le présent cahier des clauses administratives particulières a pour objet la réhabilitation du système de chauffage et de rafraîchissement du bâtiment de la Sûreté départementale à Lyon 8^{ème} (69).

La description détaillée des ouvrages et leurs spécifications techniques sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le marché comprend le traitement de données à caractère personnel. **Par dérogation à l'article 5.2.3 du CCAG**, il sera fait application de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

CONTRAINTE D'ACCES

Les travaux se réaliseront en **site occupé**, l'ensemble du site avoisinant la zone en travaux continuera à fonctionner avec une co-activité possible en tenant compte des dispositions gouvernementales liées à la gestion de la crise sanitaire Covid-19.

Le titulaire s'engage à prendre les mesures pour :

- donner préalablement à toutes interventions, les identités des personnes susceptibles d'intervenir sur le chantier (fournisseurs et sous-traitants également) au moins 5 jours ouvrés avant la date d'intervention.
- identifier clairement toutes les personnes du chantier (tenues, badge... etc.). Une liste "personnel" sera tenue à jour et diffusée au SGAMI Sud-Est, chargé de la conduite d'opération. Elle devra être initiée dès la notification du marché. Tous les salariés, y compris les sous-traitants, devront être pourvus de cartes d'identification professionnelle BTP.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'interdire l'accès à toute personne ayant eu un passé judiciaire.

1.2. Intervenants

Nom du pouvoir adjudicateur :

Etat - Ministère de l'Intérieur

Représenté par Monsieur le Préfet délégué pour la défense et la sécurité

Maître d'ouvrage :

SGAMI SUD-EST - Direction de l'Immobilier

Bureau d'Exploitation Maintenance

Adresse postale : Le Gouverneur - 215 rue André Philip - 69421 LYON Cedex 3

Adresse site : 20 rue de l'Espérance - 69003 LYON

Chargé d'opérations :

SGAMI SUD-EST - Direction de l'Immobilier

Bureau Exploitation Maintenance : M. Loïc MANIN

Maître d'oeuvre :

GENIE-TECHS

Adresse : Ameyzieu – 32 allée des Chapelières – 01510 TALISSIEU

Contrôleur technique :

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

Organisme chargé des paiements :

Direction Régionale des Finances publiques (DRFIP) d'Auvergne Rhône-Alpes

Adresse : 3 rue de la Charité - 69002 LYON

1.3. Décomposition du marché

Le présent marché est non alloté dans la mesure où son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

Il est composé comme suit :

TRANCHE	DESIGNATION
Tranche ferme (TF)	Chaufferie et colonnes montantes
Tranche optionnelle 1 (TO1)	Aile Sud - R+3)
Tranche optionnelle 2 (TO2)	Aile Nord- R+3
Tranche optionnelle 3 (TO3)	Aile Sud - R+2
Tranche optionnelle 4 (TO4)	Aile Nord - R+2
Tranche optionnelle 5 (TO5)	Aile Sud - R+1
Tranche optionnelle 6 (TO6)	Aile Nord - R+1
Tranche optionnelle 7 (TO7)	Aile Sud et Nord - Rdc

<u>Nomenclature CPV</u>	Désignation
45331200-8	Travaux d'installation de matériel de ventilation et de climatisation

Affermissement des tranches optionnelles

L'affermissement de chaque tranche optionnelle fera l'objet d'une décision qui sera notifiée au titulaire par un ordre de service.

Les délais d'affermissement de chaque tranche optionnelle, à compter de l'origine du délai contractuel de la tranche ferme, sont de **36 mois**.

Si la décision d'affermissement d'une tranche optionnelle n'a pas été notifiée dans le délai limite de l'affermissement, le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché sont, à l'expiration de ce délai, déliés de toute obligation pour cette tranche, sans préjudice de l'application des indemnités d'attente ou de dédit dans les conditions définies au présent marché le cas échéant.

1.4. Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG travaux, dès la notification du marché, le titulaire et le maître de l'ouvrage désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au maître de l'ouvrage ou au titulaire.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice en cours d'exécution du marché.

1.5. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.6. Sous-traitance

En complément des articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique relatifs à la sous-traitance, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître de l'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, **dans le délai de 8 jours de l'acceptation**, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus. La non production de cette copie de la caution au représentant du maître de l'ouvrage empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies à l'article "Résiliation du marché" ci-dessous.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

2. Pièces constitutives

Le présent marché est constitué par les **documents contractuels** énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante.

Par dérogation ou en complément de l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces contractuelles, dont les exemplaires originaux conservés dans les archives du Maître de l'ouvrage font seuls foi en cas de litiges, prévalent dans l'ordre ci-après :

➤ L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, à l'exception de celles qui seraient expressément identifiées comme n'ayant pas valeur contractuelle, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;

➤ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;

➤ Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant application du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (JORF n° 0078 du 1er avril 2021 – NOR : ECOM2106871A) ;

➤ Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux travaux objet du marché ;

- Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF). Celui-ci ne sera considéré comme contractuel que pour la détermination des prix unitaires servant au règlement des situations mensuelles d'acomptes et de travaux supplémentaires pouvant être commandés par le Maître de l'ouvrage. Il ne pourra donc servir à donner quelque indication contractuelle que ce soit sur les quantités ou sur la nature d'ouvrages et de fournitures à exécuter par l'attributaire du marché ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché ;
- les pièces techniques suivantes :
 - Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
 - Le cadre du mémoire technique ;
 - Le plan CVC007 : schéma de principe chaufferie et schémas de phasage ;
 - Liste des équivalences du matériel ;
 - Les plans du bâtiment seront remis uniquement lors de la visite des lieux et contre signature des engagements de confidentialité.
- l'attestation de visite des lieux
- Les engagements de confidentialité « individuel » et « entreprise »

L'offre du candidat devra comporter entre autres :

- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Liste des équivalences du matériel complétée ;
- le mémoire technique complété ;
- l'attestation de visite des lieux ;
- Les engagements de confidentialité « individuel » et « entreprise »
- l'annexe RC1 : tableau des qualifications et des références de prestations similaires complété

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propre à chaque document.

Le titulaire est réputé accepter sans restriction ni réserve toutes les clauses de l'ensemble des pièces contractuelles ci-dessus énoncées.

3. Forme des notifications et informations au titulaire

Ordre de service

Tous les ordres de services relatifs à la réalisation de travaux supplémentaires ou modificatifs de quelque nature qu'ils soient, en application des articles 14 à 17 du CCAG travaux, doivent, pour être opposables au maître de l'ouvrage, comporter le visa de celui-ci.

Par dérogation aux articles 2 et 3.8.2 du CCAG, les ordres de service seront préparés, datés et signés par le maître d'œuvre puis transmis au maître de l'ouvrage pour notification au titulaire. Seuls les ordres de service notifiés par le maître de l'ouvrage lui seront opposables.

Information au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le pouvoir adjudicateur prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Échanges dématérialisés ou supports électroniques dans les conditions suivantes :
 - soit par via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE);
 - soit par courriel avec accusé de réception du soumissionnaire
- Tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception.

4. Prix, variation du prix

4.1. Mode d'établissement du prix

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques définies ci-après.

4.2. Nature du prix

Le présent marché est traité à prix global et forfaitaire mentionné dans l'acte d'engagement et repris dans le cadre de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Les prix sont établis en euros (€) et sont réputés complets.

4.3. Contenu des prix

Les prix du marché sont hors T.V.A. et établis en euros et en complément de l'article 9.1.1 du CCAG-Travaux, ils tiennent compte des dépenses de fonctionnement de chantier.

Toutefois, les travaux non réalisés seront déduits du marché de base en application des prix et quantités définis dans le bordereau des prix unitaires (devis estimatif) et incorporés ou non dans les éventuels avenants selon les cas. En aucun cas, ils ne peuvent être générateurs d'indemnités. Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 9.1.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux (CCAG TX). Notamment, ils prennent en compte toutes les informations et données relatives aux ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens existants qui ont été communiquées par le maître de l'ouvrage dans le dossier de consultation.

Les prix afférents aux travaux assignés au mandataire d'un groupement, ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l'article 9.1.2 du CCAG.

En cas de cotraitance solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ses défaillances.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

4.4. Mois d'établissement des prix

Par application de l'article 9.4.4 du CCAG Travaux, les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » (M0) et figure sur la page de garde de l'acte d'engagement.

4.5. Forme et variation du prix

Le présent marché est **passé à prix révisable** par application de formule.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **remise des offres**. Ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

Les prix sont révisés à la hausse comme à la baisse, dans les conditions de l'article 10.4 du CCAG Travaux par application de la formule à index mentionnée ci-dessous :

Tableau des index	
INDEX	FORMULE
BT 40	$A = 0.125 + 0.875 * (I_n / I_0)$

A : coefficient de révision

IM : valeur de l'indice afférente au mois de réalisation des travaux – 3 mois

IM0 : valeur de l'indice afférente au mois M0 du marché – 3 mois

Pour la mise en œuvre de la clause de révision de prix, la valeur finale de l'index de référence est appréciée au plus tard à la date d'achèvement contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Si l'index cité ci-dessus est supprimé en cours d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer un nouvel indice équivalent.

En cas de passation d'un avenant, les prix établis par l'avenant sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois d'établissement de l'offre initiale. La clause ci-dessus s'appliquera avec un mois M0 correspondant au mois défini dans l'acte d'engagement du marché moins 3 mois.

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG Travaux, la révision de prix sera calculée avec le décompte général définitif (DGD).

4.6. Augmentation du montant des travaux

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG Travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans modification du marché préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître de l'ouvrage.

4.7. Informations complémentaires

Tous travaux supplémentaires doivent faire l'objet d'un ordre de service (OS) et d'un avenant validés par le maître d'ouvrage. Sans accord préalable du maître d'ouvrage, ces travaux ne peuvent faire l'objet d'une demande de rémunération et peuvent induire des réparations.

5. Retenue de garantie

Il est prévu une retenue de garantie au taux de **5%** qui sera appliquée sur chaque demande de paiement dans les conditions prévues aux articles L.2191-7 et R.2191-35 du Code de la commande publique.

Le titulaire pourra remplacer la retenue de garantie par une garantie à première demande. La caution personnelle et solidaire est refusée.

Il est rappelé qu'en cas de réserves notifiées au titulaire du contrat et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur caution ou garantie ne seront libérées que 30 jours au plus tard après la date de la levée effective de ces réserves dans les conditions prévues à l'article R.2191-42 du Code de la commande publique.

Les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après expiration du délai de garantie dans les conditions prévues à l'article R.2191-42 du Code de la commande publique.

6. Avance

En application de l'article 10.1 du CCAG Travaux, l'option A est retenue.

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement de l'avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué si le montant du marché est supérieur à 50 000,00 € hors taxe (HT) et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Chaque tranche sera considérée comme un marché distinct pour la mise en œuvre de l'avance.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la notification du marché.

Cette avance est égale à 5% du montant initial toutes taxes (TTC) comprises du marché, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le taux de l'avance fixé au paragraphe précédent est porté à **30 %** lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

L'avance de 30 % est accordée sous réserve que le titulaire fournisse une garantie à première demande.

Le délai global de paiement ne peut courir avant la réception de cette garantie. Il court à compter de la réception des justificatifs prévus au marché public pour le versement de cette avance.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% ou 55 % dans le cas d'une avance à 20% du montant TTC du marché.

7. Règlement des comptes

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établis et réglés comme il est indiqué à l'article 12 du CCAG Travaux précisé ou modifié comme suit.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

L'ordonnance du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique dispose que les factures adressées par les fournisseurs aux structures du secteur public doivent être dématérialisées via portail CHORUS PRO accessibles à l'adresse suivante en choisissant l'onglet travaux : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Pour le dépôt des projets d'états d'acompte sur marché il convient de préciser :

- le N° de SIRET du SGAMI : **13002033200016**.
- Le code du service : **69BPICOMPTA**
- La référence de l'engagement juridique (EJ) :
- **Si demandé** : - Le code du service exécutant : **MI5PLTF069**

Si l'opération de travaux est suivie par un maître d'œuvre c'est le maître d'œuvre (MOE) qui dépose l'état d'acompte pour le compte des entreprises titulaires du ou des marchés de travaux à l'attention du maître d'ouvrage (MOA).

S'il n'y a pas de maître d'œuvre, le titulaire du marché dépose son état d'acompte à destination du maître d'ouvrage.

Pour le paiement des sous-traitants, il est fait application de l'article R.2193 du code de la commande publique.

7.1. Demandes de paiement

7.1.1. Demande de paiement d'acomptes

Les acomptes mensuels seront présentés conformément au modèle agréé par le maître d'ouvrage et comporteront les éléments suivants :

- les références du marché ;
- le montant des prestations reçues, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections le cas échéant ou le montant des prestations correspondant à la période en cause ;
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC ;
- en cas de groupement solidaire, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;

- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- les pénalités éventuelles pour retard ;
- les avances à rembourser ;
- le montant de la TVA ;
- le montant TTC.

Les travaux non exécutés seront déduits du prix du marché au premier acompte suivant la constatation des prestations non réalisées et si nécessaire jusqu'au décompte final et général.

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG Travaux, l'état d'acompte sera notifié au titulaire par le maître de l'ouvrage au plus tard lors du règlement de l'acompte ou dans un délai de 7 jours si le projet de décompte mensuel remis par le titulaire a été modifié.

7.1.2. Demande de paiement final

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire transmet au maître d'œuvre et au représentant du pouvoir adjudicateur son projet de décompte final sous format dématérialisé à compter de la plus tardive de ces dates :

- date de notification de la décision de réception selon les dispositions de l'article 12.2.2 du CCAG ;
- date de remise des documents demandés en application de l'article 40 du CCAG et du présent CCAP ;
- date d'application de la retenue définitive dans les conditions définies ci-dessous.

Les dispositions de l'article 12.3 du CCAG Travaux s'appliquent sauf pour les marchés comportant des plantations pour lesquels, **par dérogation aux articles 12.3 et 42 du CCAG**, il sera appliqué les dispositions suivantes : le titulaire devra présenter son projet de décompte final dans les 30 jours à compter du terme correspondant à l'expiration du dernier délai de garantie (engazonnements ou végétaux).

Par dérogation à l'article 12.3.4 du CCAG Travaux :

- Le pouvoir adjudicateur disposera d'un délai de 30 jours à compter de la réception du projet de décompte général signé par le titulaire pour lui notifier le décompte général.
- Lorsque le titulaire notifie au représentant du pouvoir adjudicateur, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé, il indique expressément dans son envoi vouloir faire application des dispositions de l'article 12.3.4 du CCAG et qu'en l'absence de notification du décompte général par le représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de 30 jours de la réception des documents, le décompte général deviendra tacitement le décompte général et définitif. A défaut de cette indication, en l'absence de notification du décompte général dans ce délai, le décompte général signé par le titulaire ne pourra devenir le décompte général et définitif.

7.1.3. Dans le cas d'une réception avec réserve

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG Travaux, lorsque la réception est prononcée avec réserves et que les réserves ne sont pas levées au moment de l'établissement du décompte général, le représentant du pouvoir adjudicateur ne signe le projet de décompte général qu'après la levée de la dernière des réserves. Dans le cas où la levée des réserves est confiée à une autre entreprise, la signature du projet de décompte général n'interviendra qu'après règlement définitif du nouveau du marché. Il intégrera le montant des sommes engagées pour la réalisation des travaux nécessaires à la levée des réserves à la réception.

Le projet de décompte général devenu le décompte général est notifié au titulaire par le représentant du pouvoir adjudicateur avant la plus tardive des dates ci-après :

- 30 jours à compter de la levée de la dernière des réserves
- 30 jours à compter du règlement définitif du nouveau marché

7.1.4 Paiements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin.

En cas de co-traitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l'information par le maître d'ouvrage, dans les conditions prévues par les articles R. 2193-1 à R. 2193-9 du code de la commande publique, de l'acceptation par le titulaire principal des pièces justificatives servant de base au paiement direct, prévue par les articles R 2193-12 et R. 2193-13 du code de la commande publique.

En complément de l'article 12.1.7 du CCAG Travaux, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des demandes de paiement des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui.

Le paiement du sous-traitant sera effectué sur la base de la demande de paiement adressée, par le sous-traitant, au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice et libellée en son nom, ou, de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant par le titulaire, dans les conditions visées par les articles R. 2193-1 à R. 2193-9 du code de la commande publique. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours du marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

7.2 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions des articles L. 2192-12 et L. 2192-13 du code de la commande publique.

La formule de calculs des intérêts moratoires est la suivante :

$$IM = M * J/365 * \text{Taux IM} + F$$

F = forfait de 40 euros de frais de recouvrement

IM = Montant des intérêts moratoires

M = montant TTC de la demande de paiement

J = nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

8. Délais - Pénalités et primes

8.1. Durée du marché, délais d'exécution des travaux

Les délais d'exécution sont fixés à l'article 5.2 de l'acte d'engagement et courent à compter de l'OS de démarrage pour chacune des tranches.

Le présent marché ne fera pas l'objet de reconduction.

8.2. Pénalités de retard, absences - Primes d'avance

8.2.1 Pénalités de retard

Les stipulations de l'article 19 du CCAG sont applicables sous réserve des dispositions suivantes :

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée pour les pénalités ne dépassant pas 1000 €.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG/Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG/Travaux, les pénalités peuvent être appliquées sur simple constat du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre, sans que le titulaire ne soit invité à présenter ses observations.

Toutes les pénalités peuvent être appliquées par précompte sur les acomptes, avant même le terme du délai global d'exécution.

Les pénalités sont exprimées en euro (€).

Les pénalités sont applicables dès le premier euro et elles sont cumulables entre elles. Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le présent marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

L'article 19.2 du CCAG travaux est applicable. Par conséquent, en cas de retard du titulaire dans l'exécution des travaux, et sans mise en demeure préalable, ce dernier s'expose à une pénalité de **150,00 € par jour**.

Les montants des pénalités sont à prix fermes et non révisables.

8.2.2. Pénalités pour retard dans la transmission de l'attestation d'assurance

En cas de retard dans la transmission de l'attestation d'assurance telle que prévue à l'article "Assurance" ci-dessous, Le maître de l'ouvrage appliquera une pénalité de retard égale à **150,00 €** par jour de retard.

8.2.3. Autres pénalités

Il sera prévu en complément les pénalités suivantes par **jour calendaire de retard** :

Motifs	Montant en euros
Retard dans la commande des matériaux et fournitures	200,00 € par jour
Retard dans la transmission de tout document nécessaire à l'exécution du marché	100,00 € par jour
Retard dans la diffusion du plan d'exécution ou des fiches techniques soumis à Visa du maître d'oeuvre	200,00 € par jour
Retard dans la diffusion de la déclaration de sous-traitance	200,00 € par jour
Absence ou refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action (<i>sera considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier</i>)	200,00 € par jour
Retard dans la remise des échantillons demandé par le maître d'oeuvre	500,00 € par jour
Pénalité de retard dans la levée des réserves	100,00 € par jour

Il sera prévu en complément les pénalités suivantes par **infraction** :

Motifs	Montant en euros
Infraction liée à la consommation de cigarette à l'intérieur des locaux constatée par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre (sur simple constatation sans mise en demeure préalable)	50,00€ par infraction
Par absence aux réunions de chantiers ou retard de plus d'un quart d'heure	50,00€ par infraction
Non prise en charge des déchets (tri non effectué, bordereau de suivi non transmis), et des consignes de nettoyage de chantier /ou base de vie sur simple constatation du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre	100,00 € par infraction
Non respect des dispositions du marché	100,00 € par infraction

Présence d'un sous-traitant non agréé ou non déclaré sur le chantier	100,00 € par infraction
Diffusion d'un plan d'exécution d'un sous-traitant sans validation du titulaire (chaque plan d'exécution de sous-traitant devra voir apparaître le tampon et la signature du titulaire : la diffusion se fera uniquement par le titulaire)	500,00 € par infraction
Non respect des consignes contenues dans les compte-rendu de réunion de chantier (MOE /OPC), des demandes du contrôleur technique, et des consignes en matière de sécurité et prévention de la santé	100,00 € par infraction
Non respect des consignes de nettoyage de chantier, de base vie ou des voiries avoisinantes au chantier	500,00 € par infraction
Constatation de la présence d'un intervenant non déclaré avec transmission d'une copie d'une pièce d'identité ou refusé préalablement par le maître d'ouvrage.	200,00 € par infraction
Réalisation de travaux sans l'obtention d'un VISA «favorable» du maître d'œuvre sur les documents d'exécution correspondant, en complément des dispositions du CCAG travaux qui restent applicables	500,00 € par infraction
Manquement dans la recherche d'information ou demande tardive auprès des opérateurs de réseaux, services techniques, etc.	500,00 € par infraction
Manquement dans la garde, la fermeture et les accès au chantier	200,00 € par infraction
Non transmission des situations le 20 de chaque mois au MOE	100,00 € par infraction
Manquement dans la formation prévue pour le personnel aux équipements mis en œuvre	200,00 € par infraction
Manquement aux consignes de sécurités générales sur les chantiers	500,00 € par infraction
Comportement irrespectueux au regard du site, des occupants ou des acteurs de l'opération stationnement hors zone prévue à cet effet	100,00 € par infraction
Non présentation de la carte pro BTP par une personne sur chantier à la demande des gendarmes et/ou policiers, du MOE ou du MOA	100,00 € par infraction
Stockage de matériaux/matériels hors zone prévue par le PIC	500,00 € par infraction
Non respect du CCTP	500,00 € par infraction
Non réalisation des essais ou études nécessaires et demandés par le Moe ou Moa.	500,00 € par infraction
Non respect des prescriptions de sécurité liées à la crise du COVID-19 constatée par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre (une simple constatation sans mise en demeure préalable)	200,00 € par infraction

L'ensemble des pénalités peuvent être cumulables et ne sont pas plafonnées.

8.2.4. Prime d'avance

Il n'est pas prévu de prime d'avance.

8.3. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

8.4. Retenues pour remise des documents fournis après exécution

En cas de non remise, à la date des opérations préalables à la réception, des documents à fournir après exécution visés à l'article 12.5 "Documents fournis après exécution", une

retenue forfaitaire provisoire sera opérée d'un montant de **1 500,00 €**.

Cette retenue s'effectuera sur les sommes dues au titulaire dans les conditions stipulées à l'article 19-5 du C.C.A.G. et au présent article jusqu'à la remise de la totalité des documents. Toutefois et s'il y a lieu, **par dérogation à l'article 19.5**, si le montant du dernier décompte mensuel ne permettait pas l'application de cette retenue, le maître d'ouvrage pourra l'effectuer sur les acomptes précédents.

Au-delà de 2 mois suivant la date des opérations préalables à la réception, si les documents ne sont pas fournis, cette retenue provisoire deviendra définitive après mise en demeure préalable restée sans effet. Elle suivra le régime fiscal des pénalités.

9. Provenance, vérification, prise en charge et implantation du ou des ouvrages

L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'applique du marché.

9.1. Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de la construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par le CCTG ou déroge aux dispositions dudit CCTG.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

9.2. Mise à disposition de lieux d'emprunts

Aucun lieu d'extraction ne sera mis à la disposition du titulaire.

9.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Les dispositions des articles 23 à 25 du CCAG travaux concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier sont applicables à la présente consultation étant précisé que :

Le CCTP définit les compléments à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG.

Le CCTP ne déroge pas aux dispositions du CCAG.

Les vérifications, essais et épreuves sont réalisés par le maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux

définis par la consultation :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils lui seront rémunérés conformément aux dispositions de l'article 13 du CCAG.
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront réglés par le maître de l'ouvrage.

9.4. Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage

En complément de l'article 29 du CCAG Travaux, le CCTP désigne les matériaux, produits et composants de construction qui seront fournis, le cas échéant, par le maître de l'ouvrage et précise les lieux et cadences de leur prise en charge, ou de leur réception par le titulaire, ainsi que les modalités de leur manutention et de leur conservation à assurer par le titulaire.

Le maître de l'ouvrage mettra à la disposition du titulaire les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis à sa disposition.

Le CCTP ne déroge pas à l'article 29 du CCAG.

10. Implantation des ouvrages et localisation des réseaux souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

10.1. Obligations générales du titulaire concernant les travaux à proximité des réseaux souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Lorsque les travaux doivent être exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, le titulaire, ou chacun des cotraitants en cas de groupement d'entreprises, veille au respect de l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, résultant des dispositions des articles L 554-1 et s. et R 554-1 et s. du Code de l'Environnement. Ces dispositions s'appliquent, lorsqu'elles leurs sont contraires, **par dérogation aux articles 27.3 et 31.9 du CCAG Travaux.**

Son offre technique et financière prend en compte toutes les informations et données relatives aux ouvrages existants qui ont été communiquées dans le dossier de consultation. Il prend en compte les clauses techniques et financières particulières fixées le cas échéant par le présent marché.

Pour l'application de ces dispositions le responsable de projet est identifié à l'article 1.4 "Représentation des parties".

Notamment, **par dérogation à l'article 31.9 du CCAG Travaux**, dès la notification du marché et avant l'exécution des travaux, le titulaire est tenu de consulter la plateforme de téléservice du guichet unique afin d'obtenir la liste et les coordonnées des exploitants des ouvrages en

service concernés par les travaux et d'adresser à chacun de ces exploitants une **déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT)** conformément au modèle prescrit.

Les techniques que le titulaire prévoit d'appliquer à proximité des ouvrages en service ainsi que les modalités de leur mise en œuvre, assurent la conservation et la continuité de service des ouvrages, ainsi que la sauvegarde, compte tenu des dangers éventuels présentés par un endommagement des ouvrages, de la sécurité des personnes et des biens et la protection de l'environnement.

Pour toute intervention à proximité des réseaux, le titulaire respecte les prescriptions édictées par le guide technique disponible sur le site www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr, ainsi que, le cas échéant, les informations spécifiques sur les précautions particulières à prendre jointes par les exploitants aux récépissés des déclarations DT et DICT ou complétées dans le CCTP.

Le titulaire informe le responsable du projet de toutes éventuelles incohérences, inexactitudes ou manques après comparaison des observations faites sur le terrain avec les informations cartographiques reçues.

Le titulaire informe les personnes qui travaillent sous sa direction de la localisation des ouvrages qui ont été identifiés et repérés et des mesures de prévention et de protection qui doivent être mises en œuvre lors de l'exécution des travaux. Il s'assure à ce titre de leur formation et de leur qualification minimale nécessaire.

Dès lors que la durée d'exécution du marché excède 6 mois, ou excède la durée définie dans la DICT, le titulaire sera tenu d'effectuer une nouvelle DICT, au-delà de ce délai auprès des exploitants d'ouvrages sensibles pour la sécurité, à moins que des réunions périodiques aient été planifiées dès le démarrage du chantier avec l'exploitant.

Le titulaire veille également au respect par ses sous-traitants de leurs obligations relatives aux déclarations d'intention de commencement de travaux. Il leur communique l'ensemble des dispositions du présent CCAP relatives aux travaux à proximité des réseaux.

10.2. Évolutions éventuelles des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens entre la préparation du projet par le maître d'ouvrage et l'exécution des travaux

Dans le cas où l'exécutant des travaux découvre de nouveaux ouvrages, des modifications ou extensions d'ouvrage :

- Il doit en informer par écrit le responsable du projet sans délai ;
- Si les ouvrages découverts sont susceptibles d'être sensibles pour la sécurité, ou en cas de différence notable, entre l'état du sous-sol constaté au cours du chantier et les informations portées à la connaissance de l'exécutant des travaux, qui entraînerait un risque pour les personnes lié au risque d'endommagement d'un ouvrage sensible pour la sécurité, l'exécutant des travaux arrête le chantier ;

- En cas de carence de l'exécutant des travaux, le responsable du projet délivre un ordre d'arrêt des travaux ;
- Il appartient au responsable du projet de décider par écrit des mesures à prendre et de la reprise des travaux lorsque les conditions de sécurité seront à nouveau réunies ;
- Un constat contradictoire doit être établi, conformément au modèle réglementaire, sans délai entre l'exécutant des travaux et le responsable du projet. Le constat contradictoire précise :
 - les précautions éventuelles à prendre pour la sécurité,
 - les modifications qui doivent être, le cas échéant, apportées au projet,
 - l'ensemble des dispositions techniques à prendre pour permettre la poursuite des travaux (précautions pour la sécurité, précautions techniques, investigations complémentaires),
 - les conséquences sur les délais,
 - l'arrêt ou la reprise des travaux,
 - les conséquences financières de la découverte : constat de la présence de clauses contractuelles permettant l'indemnisation des précautions et des techniques à mettre à œuvre, de l'arrêt de chantier et des délais supplémentaires ou nécessité d'un avenant définissant les conditions de prise en charge.
- Le CCTP définit le cas échéant les actions complémentaires à mettre en œuvre pour identifier les réseaux et en fixer la localisation ou si celle-ci s'avère impossible, pour réaliser les travaux avec toutes les précautions nécessaires.
- Toutes les actions complémentaires et investigations complémentaires nécessaires à la réalisation des travaux sont prises en charge par le maître de l'ouvrage conformément au bordereau de prix annexé le cas échéant à l'acte d'engagement ou dans le cadre d'un avenant.
- Le titulaire sera indemnisé de la totalité de son préjudice éventuel subi du fait de l'évolution des réseaux sur présentation de l'ensemble des justificatifs des frais engagés ou surcoûts pour :
 - la mise en œuvre des précautions particulières
 - la mise en œuvre des techniques particulières
 - les conséquences du sursis à l'exécution des travaux ou de l'arrêt des travaux
 - les conséquences des dépassements de délais.

Si la découverte des réseaux remet en cause le projet, dans des proportions ne permettant pas la poursuite du présent marché, elle emporte résiliation pour motif d'intérêt général et indemnisation du titulaire dans les conditions fixées à l'article 46.4 du CCAG Travaux.

10.3. Dispositions applicables en cas de retard dans l'engagement des travaux imputable au défaut de réponse d'un exploitant d'un réseau sensible pour la sécurité

Ainsi qu'il est dit à l'article ci-dessus, l'exécutant des travaux doit, dès la notification du marché et avant l'exécution des travaux, consulter le guichet unique afin d'obtenir la liste et les coordonnées des exploitants des ouvrages en service concernés par les travaux et adresser à chacun de ces exploitants une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

Les travaux ne peuvent pas débiter à proximité d'un réseau sensible pour la sécurité tant que l'exécutant des travaux n'a pas reçu un récépissé de DICT de l'exploitant de ce réseau sensible. En l'absence de récépissé dans les 9 jours de la DICT (15 jours en cas de DICT non dématérialisée), l'exécutant des travaux doit relancer sans délai l'exploitant concerné par lettre recommandée avec accusé réception ou par tout moyen apportant des garanties de preuve équivalente.

En cas de retard dans l'engagement des travaux dû à l'absence de réponse d'un exploitant dans les deux jours de la relance, l'exécutant des travaux doit alerter le responsable du projet pour qu'il décale ou fasse décaler d'autant la date de démarrage des travaux. Un constat contradictoire est établi entre le responsable de projet et l'exécutant pour confirmer l'arrêt ou la suspension du projet et ses conséquences financières.

L'exécutant des travaux ne subira aucun préjudice du fait de ce retard et sera indemnisé de son préjudice éventuel par le maître d'ouvrage sur présentation de l'ensemble des justificatifs des frais engagés ou surcoûts subis du fait du retard dans l'engagement des travaux.

10.4. Arrêt du chantier dû à la découverte d'un ouvrage non identifié ou d'une incertitude de localisation ou dû à l'endommagement des ouvrages

L'exécutant des travaux doit arrêter les travaux, à l'exception des travaux d'investigations complémentaires qui lui auraient été confiés, dans tous les cas suivants :

- découverte fortuite d'un réseau susceptible d'être sensible pour la sécurité,
- en cas d'écart notable entre les informations relatives au positionnement des réseaux communiqués avant le chantier par l'exploitant ou le responsable du projet et la situation constatée au cours du chantier susceptible d'entraîner un risque pour les personnes liées au risque d'endommagement d'un ouvrage sensible pour la sécurité,
- découverte ou endommagement accidentel d'un branchement non localisé et non doté d'affleurant visible depuis le domaine public ou d'un tronçon d'ouvrage, sensible ou non sensible pour la sécurité, dont la position exacte s'écarterait des données de localisation qui ont été fournies au titulaire par l'exploitant de plus de 1,5 mètres, ou d'une distance supérieure à l'incertitude maximale liée à la classe de précision indiquée par ce dernier.

Il doit en informer sans délai par écrit le responsable du projet ainsi que le maître d'œuvre s'il

n'est pas le responsable du projet et le titulaire du marché, si l'exécutant des travaux est un sous-traitant.

Un constat contradictoire doit être établi sans délai entre l'exécutant des travaux et le responsable du projet pour confirmer les difficultés rencontrées et prescrire le cas échéant l'arrêt éventuel du chantier ainsi que les conséquences techniques et financières qui en résultent. Le maître d'œuvre, s'il n'est pas le responsable du projet et le titulaire du marché, si l'exécutant des travaux est un sous-traitant, sont convoqués aux opérations de constat.

L'arrêt de chantier est un cas d'ajournement des prestations selon les dispositions de l'article 49 du CCAG Travaux.

L'exécutant des travaux ne subira aucun préjudice en cas d'arrêt de chantier faisant suite à l'une des circonstances identifiées ci-dessus et sera indemnisé par le maître d'ouvrage de la totalité de son préjudice éventuel subi du fait de l'arrêt du chantier sur présentation de l'ensemble des justificatifs des frais engagés ou surcoûts notamment pour :

- la mise en œuvre des dispositions nécessaires à la garde du chantier pendant l'arrêt de celui-ci,
- la mise en œuvre de précautions particulières nécessaires pour assurer la sécurité pendant l'arrêt du chantier,
- les conséquences des dépassements de délais.

L'exécutant des travaux ne peut reprendre l'exécution des travaux que sur ordre écrit du responsable du projet sur les mesures à prendre.

Dans le cas d'endommagement d'un réseau sensible pour la sécurité, le titulaire doit :

- arrêter les engins de travaux,
- alerter immédiatement les services de secours et l'exploitant concerné,
- aménager une zone de sécurité,
- accueillir les secours et se mettre à la disposition du commandant des opérations de secours.

Dans le cas d'endommagement d'un réseau même superficiel, d'un déplacement accidentel de plus de 10 cm d'un réseau souterrain flexible, le titulaire doit prévenir l'exploitant dans les meilleurs délais. Un constat contradictoire doit être établi avec l'exploitant.

11. Préparation, coordination et exécution des travaux

11.1. Période de préparation, programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, il est fixé une **période de préparation de 2 mois pour chaque tranche**. Le délai d'exécution court à compter de la date précisée dans l'ordre de service qui en prescrit le démarrage.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution des travaux conformément à l'article 28 du CCAG comportant notamment le calendrier d'exécution des travaux, le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, le plan de sécurité et d'hygiène, ainsi que les dispositions utiles pour obtenir la qualité requise des ouvrages telles que définies à l'article 28.4 du CCAG Travaux.

Le titulaire n'est pas tenu d'établir un plan d'assurance qualité du chantier.

Par dérogations à l'article 28.2.2 du CCAG Travaux, l'ensemble des éléments du programme d'exécution des travaux est soumis pour visa du maître d'œuvre dans le mois qui suit la date de démarrage de la période de préparation ou, en l'absence d'une telle période, dans le délai de 30 jours suivant la notification du marché. L'absence de remise des plans d'hygiène et de sécurité fait obstacle au commencement de la réalisation des travaux.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 28.2.2 du CCAG Travaux, l'attente du visa après notification du programme au maître d'œuvre ne fait pas obstacle à l'exécution des travaux si l'ordre de service de démarrage de travaux est notifié au titulaire.

La maîtrise d'œuvre élabore le calendrier détaillé d'exécution des travaux en concertation avec le titulaire conformément aux dispositions de l'article 28.2.3 du CCAG Travaux et de l'article ci-dessus.

Le titulaire ne peut se prévaloir d'aucun préjudice si la date, fixée par ordre de service, pour le début de la période de préparation ou le début d'exécution des travaux n'est pas postérieure de plus de six mois à celle de la notification du marché.

La prolongation de la période de préparation n'ouvre pas droit à indemnisation au profit du titulaire.

Par dérogation au deuxième alinéa de l'article 18.1.1 du CCAG/Travaux, le démarrage des travaux peut être ordonné avant que le niveau de préparation des travaux ne soit atteint et soit conforme aux exigences du marché, sans préjudice de l'application des pénalités de retard.

11.2. Plans d'exécutions, notes de calculs, études de détails

Les études d'exécution qui ne sont pas confiées au maître d'œuvre seront réalisées par les entreprises. Ces études seront soumises au maître d'œuvre s'il y a lieu, pour visa

préalablement à la réalisation des travaux dans les conditions définies à l'article 29 du CCAG Travaux.

Ces documents sont fournis en trois exemplaires, dont un sur un support permettant la reproduction.

Ils seront remis également sur support informatique dans les conditions suivantes :

- clés USB.

Ces documents pourront être remis sous forme électronique dans les conditions suivantes :

- Les fichiers admis pour répondre par voie dématérialisée sont les suivants :
- format PDF
- format libre office (odt, ods, odp, odg)
- format dwg

Tous les documents devront être sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels suivants :

- Adobe, Libre Office, Autocad (dwg 2015)

Tous les documents devront être sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels suivants : Adobe, Libre Office, Autocad (dwg 2015)

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

11.3. Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire devra remettre au maître de l'ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de 7 jours calendaires avant le démarrage des travaux, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi conformément à l'article 31.2 du CCAG Travaux. Un contrôle des cartes d'identification professionnelles pourra être réalisé à tout moment sur le chantier. En cas de défaut, le compagnon pourra se voir exclus du chantier.

11.4. Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers

11.4.1. Emplacement des installations de chantier

Le CCTP définit les emplacements nécessaires qui pourront être mis à la disposition du titulaire, pour tout ou partie de ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par le titulaire.

Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

Le titulaire devra se référer au plan de prévention et à l'OPP-BTP et respecter toutes les précautions d'hygiène liées à la crise sanitaire actuelle du COVID-19.

11.4.2. Laboratoire et bureau de chantier

Il n'est pas prévu de laboratoire de chantier.

11.4.3. Emplacements gratuits pour dépôts provisoires de déblais ou de terre végétale

Aucun emplacement ne sera mis à la disposition du titulaire. Celui-ci devra se procurer à ses frais, dans les conditions de l'article 31.2 du CCAG Travaux, les emplacements nécessaires aux dépôts provisoires ou définitifs des déblais et/ou des terres végétales.

11.4.4. Mesures particulières concernant la sécurité et la santé

Le titulaire ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

Les mesures ci-après, concernant la sécurité et la santé sont prises par les intervenants conformément aux articles L 4211-1 et 2, L 4531-1 à 3, L 4532-1 à 18 et R 4532-1 à 4533-7 du Code du travail.

11.4.4.1. Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier rendu par le titulaire du marché indiquera, notamment, la situation sur le plan des locaux pour le personnel et de leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs et répondent aux normes sanitaires de la législation en vigueur sur le territoire français.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

11.4.4.2 Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail

Un collège inter-entreprises n'est pas prévu.

11.4.5. Registre de chantier

Il sera tenu par le maître d'œuvre un registre de chantier conformément à l'article 28 du CCAG Travaux.

Le titulaire ou chacun des membres, en cas de groupement, signera les nouveaux éléments du registre de chantier lors de chaque réunion de chantier.

11.4.6 - Niveau sonore des travaux

Toutes dispositions doivent être prises afin de limiter les nuisances sonores.

Les travaux bruyants sont exécutés lors des plages horaires établies en accord avec le Maître d'œuvre et le représentant du maître de l'ouvrage.

A la demande de la maîtrise d'ouvrage, certains travaux pourront être exécutés en horaires décalés.

11.4.7 - Signalisation des chantiers

L'entreprise s'assure de la signalisation de son chantier par tous les moyens nécessaires.

12. Contrôles et réception des travaux

12.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages sont prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou le CCTP.

Les dispositions de l'article 24.4 du CCAG Travaux et de l'article relatif aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables aux essais et contrôles objet du présent article.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le présent marché. Les premiers essais, définis par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage seront à la charge du maître d'ouvrage. Tous les suivants qui s'avèreraient nécessaires, les précédents n'étant pas satisfaisants seront à la charge de l'entreprise ; le programme étant dans chaque cas défini par les maîtres d'œuvre et d'ouvrage, de même que l'organisme chargé de les réaliser.

12.2. Réception

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte avec ou sans réserves, l'ouvrage

exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du CCAG Travaux.

En cas de phases correspondant à un ouvrage ayant sa propre fonctionnalité et autonomie, il pourra être prononcé des réceptions partielles conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG Travaux.

Chaque réception partielle fera courir le délai de garantie propre aux ouvrages réceptionnés à compter de la date d'effet de cette réception.

Cependant, les sûretés constituées pour la réalisation des différentes parties d'ouvrages, objet du présent marché, seront maintenues dans leur montant jusqu'à expiration du délai de garantie du dernier ouvrage réceptionné. Elles pourront être mises en jeu au titre de la garantie de parfait achèvement propre à chacun des ouvrages réceptionnés.

Exceptionnellement, un constat d'achèvement des travaux pourra avoir lieu, à la demande de l'entrepreneur ou du mandataire.

Par dérogation à l'article 42.2 du CCAG Travaux, la prise de possession par le maître de l'ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrages doit être précédée d'une réception partielle dont les conditions seront fixées par le représentant du pouvoir adjudicateur et notifiées par ordre de service.

12.3. Dispositions particulières

Sauf disposition figurant au CCTP, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves ou de la vérification des performances ou rendements obtenus, lorsque :

- les épreuves ne doivent être exécutées que postérieurement à la date d'achèvement des travaux ou de remise des ouvrages ;
- les épreuves ou vérifications ne peuvent être faites qu'à certaines périodes de l'année ;
- sont prévues des performances ou des rendements fixés au préalable avec éventuellement des sanctions ou des bonifications financières en fonction des résultats obtenus.

12.4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Il n'est pas prévu de mise à dispositions d'ouvrage.

Conformément à l'article 43 du CCAG Travaux, un ordre de service pourra prescrire, le cas échéant, au titulaire, de mettre pendant une certaine période certains ouvrages ou parties d'ouvrages, non encore achevés, à la disposition du maître de l'ouvrage. Dans ce cas, il sera fait application de l'article 43 du CCAG Travaux.

12.5. Documents fournis après exécution

Le titulaire remet au maître d'œuvre dans le délai défini ci-dessous les éléments constitutifs du DOE et les éléments nécessaires à l'établissement du DIUO qui le concerne.

Le contenu du DOE est fixé comme suit :

- les plans d'ensemble et de détails, les plans de récolement conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire, par relevé topographique au fur et à mesure de l'avancement du chantier,
- les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, les spécifications de pose, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre établis ou collectés par le titulaire, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements,
- les résultats des essais réalisés par le titulaire,
- les constats d'évacuation des déchets.
- les fiches techniques des équipements installés.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, l'ensemble des documents à remettre après exécution doivent être remis au maître d'œuvre au plus tard à la date des OPR fixée par le maître d'œuvre.

L'ensemble des documents à remettre par le titulaire au maître d'œuvre dans le délai fixé ci-dessus seront présentés dans les formes prévues à l'article 40 du CCAG Travaux, sauf les stipulations ci-dessous.

Les notices de fonctionnement et d'entretien, en langue française, ainsi que le dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage, seront fournis au format : word

Les plans et les autres documents conformes à l'exécution seront fournis au format : dwg

Ces documents seront fournis en 2 exemplaires papier, dont un reproductible. Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Ils seront également remis en 1 exemplaire sur supports informatiques dans les conditions suivantes : clef usb

Pour les D.O.E. remis sous forme numérique, ils devront comprendre les plans au format pdf et autocad (DWG).

Tous les documents devront être sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels de dessin et de calcul suivants : excel et autocad

Toutefois, le titulaire devra remettre une copie de sauvegarde sur support informatique respectant les contraintes ci-après : clef usb

12.6. Délai de garantie

Le délai de garantie prévu à l'article 44.1 du CCAG travaux ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

Les éventuels constats d'achèvement partiel de travaux ne font pas courir le délai de garantie qui ne court qu'à compter de la date d'effet de la réception de l'ensemble des travaux. Le titulaire reste ainsi tenu par son obligation contractuelle à l'égard du maître d'ouvrage.

12.7. Garanties particulières

Aucune garantie particulière n'est prévue.

Le fabricant et/ou fournisseur et le titulaire (applicateur agréé) sont tenus à une garantie solidaire.

Ces garanties engagent le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou d'une mauvaise exécution des travaux.

Garantie particulière pour des matériaux de type nouveau

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue des matériaux et fournitures mis en œuvre sur sa proposition et sous sa seule responsabilité.

Cette garantie engage le titulaire dans le cas où pendant le délai fixé la tenue de ces matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais, sur simple demande par les matériaux et fournitures désignés par le maître d'ouvrage après avis du maître d'œuvre.

Il devra être titulaire d'une police d'assurance décennale couvrant ces risques.

Garantie particulière de fonctionnement d'installation de haute technicité

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre tout défaut de fonctionnement des installations ou éléments d'installations désignés ci-après :

Cette garantie engage le titulaire pendant le délai fixé à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage toutes les réparations, mises au point qui s'avèreraient nécessaires et à remplacer gratuitement toute pièce défectueuse dans le délai fixé par le maître d'œuvre à compter de sa demande, que la défaillance des installations soit imputable à la mauvaise qualité des matériels et matériaux, à des conditions d'exécution ou à une erreur de conception des ouvrages, lorsque la conception a été confiée au titulaire.

Le titulaire sera dégagé de ses obligations si le défaut de fonctionnement provient du fait de l'utilisateur.

12.8. Clause de mise en demeure

Dans le cas de prestations non conformes, le pouvoir adjudicateur peut, par lettre

recommandée avec accusé de réception ou par tout autre biais permettant d'attester la réception par le titulaire, mettre le titulaire en demeure de remédier à l'ensemble des non-conformités constatées dans un délai de 48 heures, à compter de la réception de la lettre de mise en demeure. Si, à l'expiration de ce délai, le titulaire ne peut assurer une fourniture normale, le pouvoir adjudicateur peut y pourvoir aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités visées au présent CCAP continuent de s'appliquer pendant la période où le pouvoir adjudicateur assure cette fourniture à la place du titulaire.

12.9. Clause de force majeure

Les Parties n'encourent aucune responsabilité pour ne pas avoir exécuté ou avoir exécuté avec retard une de leurs obligations au titre du marché suite à la survenance d'un événement de force majeure. Entendu comme tout événement relevant de la force majeure au sens de la jurisprudence en vigueur des juridictions administratives françaises et qui les empêche d'exécuter en tout ou partie une de leurs obligations au titre du marché.

Si le titulaire a, par action ou par omission, aggravé les conséquences d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure, il n'est fondé à invoquer la force majeure que dans la mesure des effets que l'évènement aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

Lorsque l'une des parties invoque la survenance d'un événement de force majeure, elle le notifie à l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception dans les plus brefs délais et au maximum dans les 15 jours suivants la survenance de l'évènement.

La notification précise les faits invoqués au soutien de sa demande et notamment la nature de l'évènement et précise les conséquences de cet événement sur l'exécution du marché ainsi que les mesures prises pour en atténuer les effets. Dans une telle hypothèse, les parties conviennent de se rencontrer au plus vite pour envisager toute mesure à prendre en vue d'assurer la continuité du service et d'éviter, autant que faire se peut, la rupture de leurs liens contractuels.

13. Dispositions en matière de protection de l'environnement

13.1. Dispositions générales

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

13.2. Mesures relatives à la gestion des déchets de chantier

Le CCTP définit les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les travaux vers les sites susceptibles de les recevoir.

Il précisera les modalités permettant au maître de l'ouvrage de s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier.

13.3. Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

En complément de l'article 35 du CCAG Travaux, le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des travaux et prestations objet du marché.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du maître d'ouvrage en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

14. Dispositions relatives à la discrétion professionnelle et au respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

14.1 Comportement du personnel

Le personnel doit faire preuve de discrétion professionnelle (conformément aux règles définies par le code pénal) pour tous les faits, informations ou documents dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions (CCAG-Travaux - Article 5.1).

14.2. Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

1. Le présent contrat confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'une opération relevant du service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution de l'objet du présent contrat, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution des travaux objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

2. Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'acheteur ou l'autorité concédante se réserve la faculté :

- soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de 100 euros par jour, puis, en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

15. Assurances

15.1. Assurance de responsabilité

En cas de retard dans la transmission des attestations d'assurances, il sera fait application d'une pénalité de retard dans les conditions définies à l'article 8.3.2 "Pénalités pour retard dans la transmission de l'attestation d'assurance".

15.1.1 Assurance de responsabilité civile professionnelle

Le titulaire, ou chacun des cotraitants en cas de groupement, doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage ou à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché.

Dans le cas où cette justification n'aurait pas été produite avant la signature du marché sur demande du maître de l'ouvrage, le titulaire devra produire celle-ci dans un délai de 15 jours de la demande du maître de l'ouvrage

Par ailleurs, le titulaire devra produire cette attestation en cours d'exécution des travaux si le chantier dure sur plusieurs années civiles, au plus tard le 15 janvier de la nouvelle année civile.

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non production des justificatifs d'assurance.

Le contrat comportera des montants de garantie suffisants quant aux risques encourus qui ne pourront, en tout état de cause, être inférieurs à :

15.1.1.1 Responsabilité civile en cours de travaux

Entreprises :

Gros-œuvre (montant de garantie par sinistre) :

Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs : **7 600 000 €**

Immatériels purs ou non consécutifs : **3 000 000 €**

Second-œuvre et lots techniques (montant de garantie par sinistre):

Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs : **4 500 000 €**

Immatériels purs ou non consécutifs : **1 500 000 €**

15.1.1.2. Responsabilité civile après travaux

Le titulaire doit être titulaire, en outre, de garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître d'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant après les travaux, et pour un montant minimum de 3 000 000 € par année d'assurance.

15.1.2. Justificatifs d'assurance

L'attestation d'assurance devra préciser, outre l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro de police ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques. Le titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement des primes correspondantes.

15.1.2.1 Assurance de responsabilité civile décennale

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants et leurs sous-traitants, doivent avoir souscrit à leur frais et justifier au moyen d'une attestation établie sur papier en-tête de la compagnie (ou d'un agent général) et mentionnant les activités garanties, l'assurance couvrant la responsabilité civile décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792-à 1792-6 du Code Civil.

L'attestation doit être produite, soit à la demande du maître de l'ouvrage avant signature du

marché, soit dans un délai de 15 jours de la notification du présent marché et dans tous les cas avant le démarrage des travaux.

Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture de chantier quelle que soit la date d'intervention du titulaire.

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non production des justificatifs d'assurance.

Le titulaire et ses cotraitants font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Les entreprises seront également tenues contractuellement de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du Code Civil.

15.2. Assurance des travaux

15.2.1 Assurance tous risques chantier

Le maître d'ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police d'assurance tous risques chantier.

15.2.2 Assurance dommages-ouvrage

Le maître d'ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police d'assurance dommages-ouvrage.

15.3. Dispositions diverses

15.3.1 Absence ou insuffisance de garantie du titulaire

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage et en toute hypothèse **les surprimes** qui en résulteraient éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit **seront intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrées par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.**

De même, le titulaire **supportera toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.**

15.3.2 Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage

La souscription par le maître d'ouvrage de l'ensemble des polices mentionnées au 12 ci-dessus est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles. Les garanties éventuelles souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants renonce(nt) à exercer tous recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de cette (ces) police(s).

Ainsi en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du titulaire et s'il y a lieu de ses cotraitants est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires. Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

15.3.3 Sinistres

En cas de sinistre en cours de chantier, le titulaire, et s'il y a lieu ses cotraitants, ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

Le titulaire ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs ainsi que l'assureur de la police dommages-ouvrages constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

16. Clause de réexamen

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du

groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant entraînera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut, dans le cas du groupement solidaire, il sera procédé à la résiliation du marché pour faute.

17. Différends et litiges

La loi française est seule applicable au présent marché.

En cas de litige, le tribunal compétent est :

Tribunal administratif de Lyon

184 rue Duguesclin - 69433 LYON Cedex 3

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance, relatifs au présent marché doivent être rédigés en langue française.

18. Résiliation

Les dispositions des articles 49 à 52 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) Travaux sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoute la disposition suivante.

18.1. Résiliation pour faute du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 50.3 du CCAG Travaux avec les précisions suivantes :

- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- La résiliation pour absence de production des attestations d'assurances prévues à l'article "Assurance de responsabilité " peut s'opérer sans mise en demeure préalable. En complément de l'article 50.3 du CCAG Travaux, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, de la caution personnelle et solidaire garantissant le

paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé, **par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux**, à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

- En cas de non respect, par le titulaire ou de l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, des obligations visées à l'article Avance de l'acte d'engagement relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles 51 à 54 du décret du 25 mars 2016, et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.
- La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, et **par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux**, le titulaire, ou le cotraitant, dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.
- En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles 48 à 54 du décret du 25 mars 2016 fournis par le titulaire ou l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché ou la part du marché correspondante sera résiliée sans mise en demeure à leur frais et risques.

18.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'alinéa 1 de l'article 50.4 du CCAG Travaux, il ne sera pas versé d'indemnisation en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

18.3. Mesures coercitives

Dispositions particulières relatives à la défaillance du mandataire solidaire d'un groupement solidaire: **Par dérogation et en complément des articles 52.7.2 et 52.7.3 du CCAG Travaux**, lorsque le mandataire solidaire est défaillant dans ses fonctions de coordination du groupement, si les autres membres du groupement ne désignent pas parmi eux le nouveau mandataire solidaire, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité soit :

- de prononcer la résiliation pour faute de la totalité du marché,
- de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire non solidaire,
- de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

19. Dérogations au CCAG applicable

Liste des articles du CCAG Travaux auxquels il est dérogé et intitulé des articles par lesquels sont introduites ces dérogations :

Articles du CCAG auxquels il est dérogé	Intitulé des articles par lesquels sont introduites ces dérogations
2	Forme des notifications et informations au titulaire
3.8.2	Forme des notifications et informations au titulaire
4.1	Pièces constitutives
5.2.3	Objet du marché, dispositions générales
12.2.2	Prix, variation du prix
12.2.2	Règlement des comptes
12.3	Règlement des comptes
12.3.2	Règlement des comptes
12.3.4	Règlement des comptes
12.4.2	Règlement des comptes
14.4.3	Prix, variation du prix

18.1.1	Préparation, coordination et exécution des travaux
19.2.1	Pénalités et primes
19.2.2	Pénalités et primes
19.2.4	Pénalités et primes
19.5	Pénalités et primes
28.1	Préparation, coordination et exécution des travaux
28.2.2	Préparation, coordination et exécution des travaux
27.3	Implantation des ouvrages
31.9	Implantation des ouvrages
40	Contrôle et réception des travaux
42	Règlement des comptes
48.1	Résiliation
50.4	Résiliation

52.1	Résiliation
52.7.2	Résiliation
52.7.3	Résiliation

Liste des pièces en annexe

Annexe CCAP1 : Modèle de déclaration de sous-traitance (DC4)

